

Cessez le feu : une défaite pour les sionistes et une lueur d'espoir

Un accord marqué par la force de la Résistance palestinienne

L'annonce en a été faite au Qatar, en Egypte et aux USA en début de soirée le mercredi 15 : un cessez-le-feu à compter de dimanche 19 janvier est décidé. Saluons d'abord l'événement, ne serait-ce que pour le répit qu'il donne au peuple palestinien de Gaza, mais n'en oublions pas le caractère précaire.

Une première phase a d'ores et déjà été validée. Selon la Résistance palestinienne elle permettra la libération de 250 condamnés à perpétuité et 400 pour de lourdes peines dans les tristement célèbres geôles de l'entité sioniste où la torture est monnaie courante. Elle permettra également la libération de 1000 citoyens de la Bande de Gaza kidnappés par l'armée d'occupation. Enfin, le terminal de Rafah (frontière avec l'Egypte) devrait rouvrir 7 jours après l'annonce du cessez-le-feu. Le journal israélien *Haaretz* nous indique également que Netanyahu a dû passer sous les fourches caudines et accepter un retrait partiel des troupes d'occupation de la Bande de Gaza et notamment d'évacuer le corridor de Philadelphie, situé le long de la frontière égyptienne. Rappelons que c'est pour avoir été partisan de cette évacuation que l'ancien ministre génocidaire de la Défense, Yoav Gallant a été remercié et limogé par son chef, Netanyahu.

Tout porte à croire que le contenu de l'accord qui vient d'être signé est en tout point identique à celui que les mêmes médiateurs avaient proposé en juillet dernier, que la Résistance palestinienne avait accepté et que le gouvernement colonial avait refusé.

Une question se pose donc : pourquoi accepter maintenant ce qui a été refusé en juillet, alors que l'entité sioniste a marqué des points en profitant du cessez-le-feu au Liban pour occuper des positions jamais conquises et en participant activement au dépeçage de la Syrie ?

D'abord parce que la résistance, armée ou non, des Palestiniens en particulier à Gaza est un obstacle infranchissable pour les sionistes dont le but assumé est d'en finir avec les Palestiniens de Gaza, quitte à les tuer tous. Nous ne le dirons jamais assez, malgré toutes les souffrances, les Gazaouis sont toujours debout et ne veulent toujours pas laisser leur terre. Dans un Nord presque réduit à un no man's land, la Résistance inflige tous les jours des pertes, certes limitées, à l'occupation. Comme le disait Elias Sambar il y a plus de six mois : « *Ce que nous montre cette guerre, c'est que ça ne marche pas !* ». **Rien, ni le meurtre des soignants et des journalistes, le plus souvent ciblés chez eux, ni le bombardement des lieux de refuge, des écoles, des bâtiments et personnels de l'UNRWA, ou des humanitaires, ni la faim, ni le froid, ni le ciblage des enfants, ni les morts brûlés vifs dans leur sommeil, rien n'a pu venir à bout de la ténacité héroïque des Palestiniens.**

Ce cessez-le-feu est d'abord et avant tout la conséquence de cette résistance, contre vents et marée. Dans sa résistance, comme dans le contenu de sa lutte, anticoloniale, de libération nationale, le peuple palestinien est un exemple pour toutes celles et tous ceux qui combattent le capitalisme et son stade impérialiste dans le monde.

Qui commande dans le bloc impérialiste occidental ?

Pourtant, il existe une deuxième raison. Alors que beaucoup d'observateurs se trompent d'analyse en pensant que, grâce à ses lobbys, Israël dominerait le monde occidental, alors qu'il n'en est qu'un composant, certes essentiel, mais rien de plus, Donald Trump, le président élu des USA, vient de rappeler au monde et aux sionistes en particulier qui commande dans le bloc impérialiste occidental. Et ce rappel a un goût amer pour Netanyahu et les siens.

Depuis près d'un an, l'entité sioniste, sortait régulièrement de son rôle de pion dans le jeu US. On peut même dire qu'il était en roue libre. Blinken, humilié deux ou trois fois lors de visite chez les sionistes où il n'avait rien obtenu a pu le constater. La stratégie des démocrates était de laisser la bride au cou des sionistes comme des États

de l'UE en assurant le financement derrière. Le nouveau président a une autre stratégie : ce sont les USA qui commandent et c'est partout, leur intérêt qui est primordial et que l'on doit suivre. Trump a simplement rappelé à Netanyahu qu'Israël est « *le prolongement organique de l'impérialisme occidental* », selon les mots de Georges Abdallah, et rien d'autre.

Trump se soucie comme d'une guigne du sort des Palestiniens. Il n'a pas plus d'empathie pour eux que « *Genocide Joe* » ; sa politique peut changer du tout au tout à ce sujet ; mais, aujourd'hui, il a avant tout besoin de « *rétablir l'ordre* », comme dirait Retailleau.

Les jérémiades sionistes

Les informations diffusées par *Haaretz* nous indiquent que c'est son envoyé spécial au Moyen Orient, Steven Wittkoff, qui, en deux jours, a imposé aux dirigeants colonialistes leur feuille de route. Wittkoff a forcé Netanyahu à accepter malgré l'opposition de ses amis fascistes et messianiques, en dépit des menaces de sa coalition. Netanyahu fait en effet face à une pression énorme en interne, notamment de Ben-Gvir et Smotrich, qui qualifient l'accord de « catastrophe ». Pourtant, le gouvernement de Netanyahu vacille déjà et qu'un échec serait pire.

Et, malgré ses rododromes, Ben Gvir n'est pas en position de force. Selon *Times of Israël* : « *Le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a déclenché un tollé lundi en affirmant qu'il avait fait échouer à plusieurs reprises un accord de cessez-le-feu avec le Hamas au cours de l'année écoulée, tout en appelant le ministre des finances, Bezalel Smotrich, à se joindre de nouveau à lui pour contrecarrer un accord en cours d'élaboration. Les remarques de M. Ben Gvir ont suscité de vives critiques de la part des parents d'un certain nombre d'otages et des législateurs de l'opposition qui accusent depuis longtemps le Premier ministre Benjamin Netanyahu de s'opposer à un accord de cessez-le-feu afin de préserver sa coalition.* ». Seulement, Ben Gvir a déclaré peu après qu'il n'avait plus le pouvoir d'arrêter ce qu'il appelle « *l'accord de capitulation* » parce que Netanyahu a élargi la coalition en intégrant le parti Nouvelle Espérance du ministre des affaires étrangères Gideon Sa'ar en septembre de l'année dernière. « *Récemment, d'autres acteurs qui soutiennent l'accord ont rejoint le gouvernement, et nous ne détenons plus l'équilibre des forces* », a-t-il déploré.

Quand-à la presse favorable à Netanyahu, le moins qu'on puisse dire est qu'elle est sous le choc et pleure en mode « *Nous sommes déçus, Trump nous a trompé, ce n'est pas ce qu'on attendait de lui.* ». *Haaretz* rapporte qu'un éditorialiste du quotidien fascisant *Israël Hayom* a souligné : « *Trump se prépare à faire la fête et Netanyahu doit capituler* ». De son côté, le quotidien *Maariv*, proche du premier ministre, a ajouté : « *Il est devenu maintenant évident que Trump inspire désormais plus de peur que les ministres d'extrême droite du gouvernement* ». Enfin, toujours selon *Haaretz*, un journaliste très proche de Netanyahu s'est lamenté : « *Nous sommes les premiers à payer le prix de l'élection de Trump. L'accord nous est imposé... Nous pensions occuper le nord de Gaza et qu'il nous laisserait bloquer l'aide humanitaire.* ».

Une défaite pour les sionistes génocidaires

Si cet accord est clairement, pour Trump, une victoire contre le camp démocrate qui a soutenu, armé et financé le génocide perpétré par Israël, c'est aussi une défaite pour tous les sionistes et tous leurs soutiens, après 15 mois de matraquage épouvantable de la population palestinienne.

Bien sûr, rien n'est réglé, les Netanyahu, Ben Gvir, Smotrich sont toujours au pouvoir. Israël peut très bien ne pas respecter le cessez-le-feu, comme il le fait au Liban. Et lorsqu'il aura définitivement repris la main, Trump peut bien changer d'avis et laisser le massacre recommencer. Le prix payé par le peuple palestinien est effroyable, mais il a fait la démonstration qu'il continuerait le combat pour sa survie. Et il va continuer de résister quel qu'en soit le prix, comme il vient de le montrer.

Mais l'entité sioniste subit depuis des mois une gigantesque défaite morale dont cet accord est le point d'orgue. Une défaite morale au plan international tout d'abord. Y compris en Occident où poursuivis par la CPI, les dirigeants israéliens deviennent des parias. Mais aussi pour les participants aux opérations militaires qui ne peuvent plus se sentir en sécurité judiciaire dans nombre de pays, témoin ce soldat qui est poursuivi au Brésil.

À part une très faible minorité, l'opinion publique israélienne a massivement soutenu le génocide. L'énorme traumatisme face à l'attaque du 7 octobre démontrait la vulnérabilité d'Israël et même de la pérennité de son projet. Cette terrible angoisse a tout justifié. L'entité sioniste a définitivement arraché le masque et montré quelle était sa vérité : celle d'une violence étatique sans mesure, celle d'une société malade, accomplissant, et allant jusqu'à les revendiquer, crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Discutant avec un ami, David Ben Gourion, le fondateur de l'État d'Israël, lui faisait part de ses doutes sur la pérennité de l'État sioniste, parce qu'à son avis les Palestiniens n'accepteraient jamais d'être évincés de leur terre. Son interlocuteur s'offusqua alors et lui dit : « *Comment quelqu'un comme vous, dont l'État d'Israël est l'œuvre de la vie peut-il penser et dire une chose pareille en arrivant à dormir ?* ». Ben Gourion lui répondit : « *qui t'a dit que je dors ?* ».

En conclusion

La rapidité avec laquelle Donald Trump a obtenu ce que tous les dirigeants occidentaux, de Biden à Macron, faisaient semblant de souhaiter, montre, s'il le fallait, qui donne les ordres. Les dirigeants des puissances impérialistes occidentales et les multinationales pour qui ils travaillent ne sont pas seulement des soutiens de toute l'œuvre détestable du sionisme depuis le XX^{ème} siècle, ils ne sont pas seulement complices du génocide, ils en sont acteurs.

Il n'y a rien non plus à attendre des dirigeants des puissances impérialistes rivales, la Chine et la Russie, qui n'ont rien fait, mis à part des votes à l'ONU, pour faire cesser le génocide des Palestiniens.

Nous l'avons maintes fois écrit, la solidarité des travailleurs et des peuples du monde est le seul soutien que peuvent espérer les Palestiniens de Gaza victime du génocide perpétré par les colonialistes sionistes. Le Parti Révolutionnaire Communistes est, depuis le début, au nombre des soutiens du peuple colonisé face à l'État colonisateur, face au génocide, face aux sionistes qui veulent se débarrasser d'eux par tous les moyens.

Cet accord, si précaire soit-il, peut-être le début de quelque chose. Il faut maintenant aider à aller plus loin et exiger le retrait total des forces d'occupation et de colonisation de l'enclave. Mais, cela ne saurait suffire.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un Etat palestinien indépendant. Ce qui empêche une telle paix c'est l'existence d'un Etat colonial. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme, s'ils continuent de se trouver objectivement dans le camp des colonisateurs. La solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix. Il faut un Etat où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelles que soient leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique. De même, la lutte de libération nationale du peuple palestinien n'a pas besoin de compassion, mais d'un réel soutien politique et d'actions de solidarité internationaliste. Et pour la France, où les Révolutionnaires, comme ailleurs, doivent combattre d'abord leurs capitalistes, cela commence par la lutte politique contre le soutien de l'impérialisme français à l'État colonial sioniste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, après cet accord, soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.